

Les extrêmes climatiques : perceptions et enjeux sociaux et politiques

Par Solange MARTIN

Sociologue au Secrétariat du Haut Conseil pour le climat

Alors que le changement climatique se concrétise dans le monde et en France, deux années de pandémie n'ont pas relégué la préoccupation environnementale à l'arrière-plan. Particulièrement tangibles, destructeurs et redoutés, les événements climatiques extrêmes contribuent à ancrer la réalité de l'urgence climatique dans l'opinion publique. Amenés à se reproduire de façon plus fréquente et plus intense dans le futur, ces événements rappellent également la nécessité de savoir ce que produisent ces nouveaux risques environnementaux sur les individus et les sociétés. Les sciences humaines, sociales et économiques permettent d'éclairer les multiples enjeux de cette situation. L'accroissement de l'éco-anxiété mais aussi des tensions et des conflits souligne l'urgence d'y faire collectivement face. Que chacun fasse sa part ne doit pas masquer le fait que l'urgence climatique est aussi, et même surtout, politique et sociale.

Comment nos concitoyens perçoivent-ils les extrêmes climatiques ? Ces événements ont-ils un effet sur les perceptions individuelles et les représentations sociales du changement climatique ? À quelles conditions ces perceptions et représentations peuvent-elles se traduire par des pratiques d'atténuation et d'adaptation et non par du déni, de la sidération, voire du cynisme face au réchauffement planétaire ?

Dans un premier temps, les enquêtes d'opinion, en particulier lorsqu'elles sont barométriques¹ et donc à « biais constants »², apportent des éléments de réponse à ces questions. Elles mettent en lumière des diffé-

rences entre les répondants et/ou entre des périodes en fonction de certains déterminants sociodémographiques, culturels ou contextuels. Dans un deuxième temps, les enseignements apportés par plusieurs sciences humaines et sociales au travers de différentes approches de la perception des risques seront mobilisés pour pouvoir expliquer ces résultats. Cela permettra alors de préciser les enjeux pour les individus et les sociétés que pose la survenue d'événements extrêmes climatiques de plus en plus fréquents et intenses.

Les dérèglements climatiques, et notamment les événements climatiques extrêmes, rendent le réchauffement crédible et préoccupant aux yeux du grand public

Lorsqu'on leur demande ce qui pourrait leur faire penser que le changement climatique est bien réel, seulement 4 à 5 % des Français mentionnent les dires des scientifiques et 0 à 2 % les informations diffusées par les médias³. Ces niveaux sont très faibles et ne s'expliquent pas par un manque de confiance du public envers ces deux sources d'information distinctes. En effet, « médias » et « sciences » ou « scientifiques » se retrouvent respectivement aux deux extrêmes de l'échelle dans les enquêtes de confiance⁴, alors qu'ici,

¹ L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) conduit depuis l'an 2000 ce qui est le seul baromètre français sur les représentations sociales du changement climatique. L'enquête est menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française métropolitaine de 1 000 à 1 500 personnes, lequel est complété, selon les éditions, par des sur-échantillons représentatifs de populations spécifiques (les jeunes de 15 à 30 ans, les agriculteurs, les ultramarins, les dirigeants d'entreprises comptant plus de 50 salariés, les élus locaux, etc.). Il s'agit des enquêtes « Représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique » réalisées par GLS-OpinionWay et Daniel Boy pour l'Ademe, entre 2000 et 2020.

² Les sondages d'opinion sont sujets à de multiples biais. Ils enregistrent des déclarations dont ils ne vérifient pas la véracité. Bien qu'imparfaits, ils restent particulièrement éclairants en ce qui concerne les attitudes et les représentations, et ce d'autant plus qu'ils sont conduits de façon récurrente. Les enquêtes d'opinion répétées ou « baromètres » étudient les évolutions sur le temps long. La relative stabilité des réponses et, par contraste, les évolutions significatives observées peuvent être corrélées à des caractéristiques sociodémographiques et politico-culturelles des individus eux-mêmes ou du contexte de passation des enquêtes. Ce type d'enquêtes permet alors de gagner en robustesse scientifique, tout en se prémunissant contre les effets de loupe sur le présent.

³ BOY D., « Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique », rapport d'analyse [2014-2017], étude réalisée pour l'Ademe.

⁴ OpinionWay pour Sciences Po/Cevipof, « Baromètre de la confiance politique/Vague 12 », février 2021.

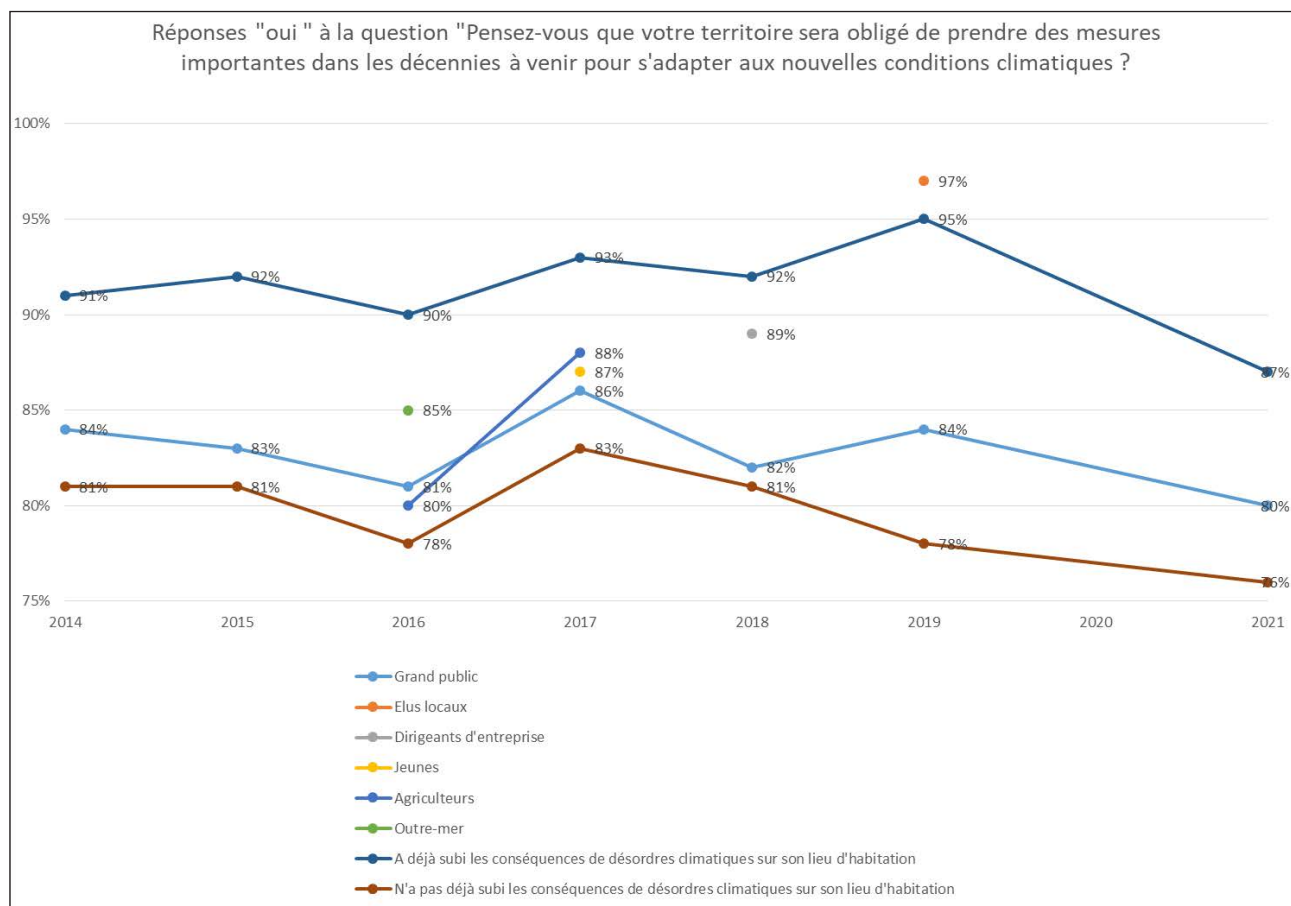


Figure 1 – Sources : données Ademe, « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée par OpinionWay pour l'Ademe, sur la période 2014-2021. Traitement des données réalisées par HCC et l'auteurice.

tous deux sont relégués en bas de tableau. C'est la parole institutionnelle, abstraite et rationnelle d'où qu'elle vienne, qui peine à pénétrer les croyances.

Au contraire, les changements dans les cycles saisonniers, la fonte des glaciers, la montée des mers, les catastrophes naturelles, le ressenti personnel font croire au réchauffement climatique pour les deux tiers des répondants. Ce sont des éléments tangibles, des perceptions sensorielles et non des cognitions abstraites. De fait, le réchauffement planétaire, perçu comme l'augmentation de la température moyenne mondiale par rapport à l'ère préindustrielle sous l'effet de l'accumulation dans l'atmosphère des gaz émis par les activités humaines, lesquels renforcent le phénomène naturel et salutaire de l'effet de serre, est une notion pour le moins complexe... Un ours dérivant en pleine mer sur un bout de banquise, l'avancement de la date des vendanges, un ouragan, des inondations..., ce sont là des faits plus facilement appréhendables et donc bien plus convaincants.

La prise de conscience des enjeux climatiques, au travers de ces impacts visibles, se traduit dans l'opinion par un très large consensus sur la nécessité de l'adaptation

80 % ou plus des Français interrogés sur toute la période 2014-2021 pensent que leur territoire va

devoir s'adapter dans les décennies à venir⁵. Ils sont encore plus nombreux à le penser (au moins 90 %), lorsqu'ils déclarent avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques sur leur lieu d'habitation. Certaines populations exposées, telles que les ultramarins ou les agriculteurs, sont, elles aussi, très majoritairement convaincues de la nécessité de l'adaptation, comme le sont les acteurs en responsabilité : dirigeants d'entreprise et, surtout, élus locaux.

Reconnaître l'existence de désordres climatiques et la nécessité de s'y adapter ne suffit pas cependant en matière d'atténuation

Contrairement aux États-Unis, la négation pure et simple de l'existence d'un réchauffement climatique est peu fréquente en France. D'autres échappatoires ou avatars du climato-scepticisme sont en revanche encore bien présents dans notre pays. Une première « voie de sortie » consiste à considérer les désordres climatiques comme naturels, immémoriaux et, donc, inéluctables. En 2021⁶, un Français sur cinq (et même un sur trois chez les plus de 55 ans) privilégie toujours la réponse, « il s'agit uniquement d'un phénomène

⁵ OpinionWay pour l'Ademe, « Représentations sociales du changement climatique » (période 2014-2021).

⁶ OpinionWay/BOY D., « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée pour l'Ademe, 2021.

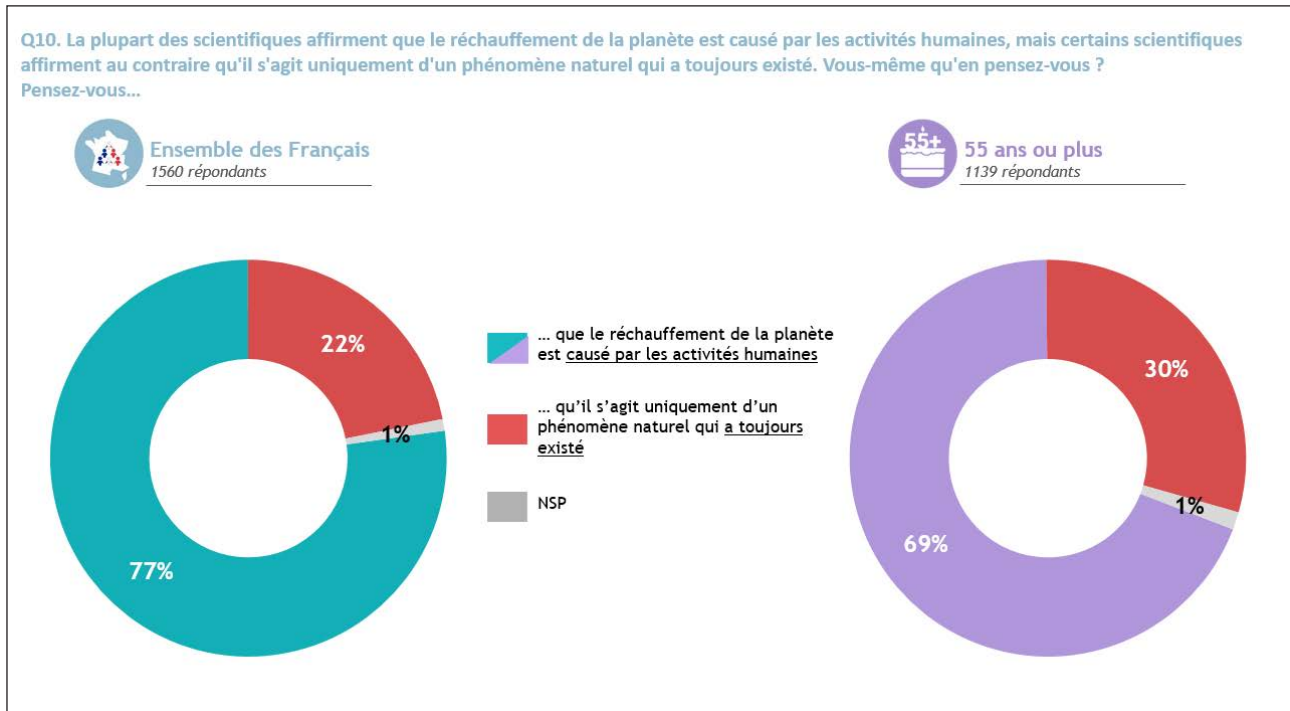


Figure 2 – Source : « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée par OpinionWay pour l'Ademe, 2021.

naturel qui a toujours existé », face à l'option, « le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines ». C'est l'aspect cyclique des réchauffements *versus* les périodes de glaciation qui sous-tend cette réponse. L'extrême rapidité des changements climatiques actuels, qui les différencie des changements passés, n'est ici pas prise en compte.

Lorsque l'on ajoute une troisième modalité de réponse en termes d'incertitude et que l'on cible « les désordres » climatiques actuels, c'est désormais quatre Français sur dix qui doutent ou nient leur origine anthropique. Ils étaient toutefois majoritaires en 2001, avec 64 %. Si

l'on regarde dans le détail, on observe que la posture véritablement sceptique, c'est-à-dire celle privilégiant l'incertitude, est restée relativement stable (entre 15 et 20 %). En revanche, les partisans de la réponse « Des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu » sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui : 21 % en 2021 contre 49 % en 2001. Sur cette question, l'opinion publique a clairement évolué.

Ces progrès sont sans doute à relier aux avancées des sciences du climat en matière d'attribution. Les climatologues sont désormais en capacité de considérer et de dire que certains événements n'auraient pas pu se

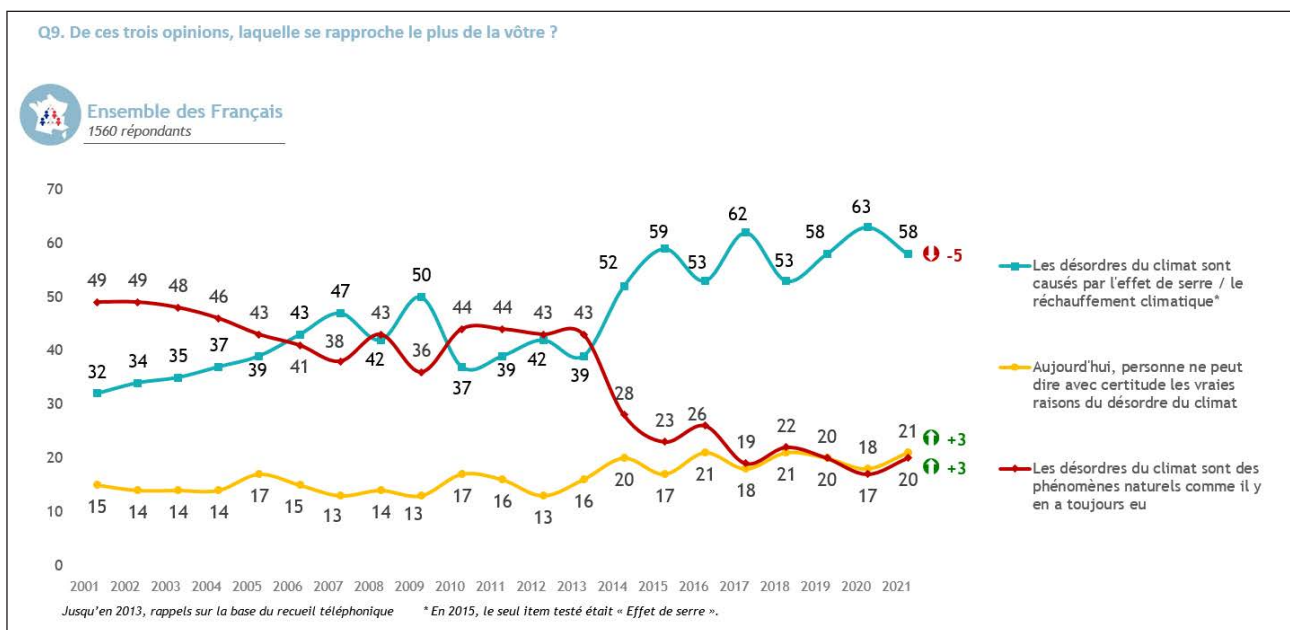


Figure 3 – Source : « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée par OpinionWay pour l'Ademe, 2021.

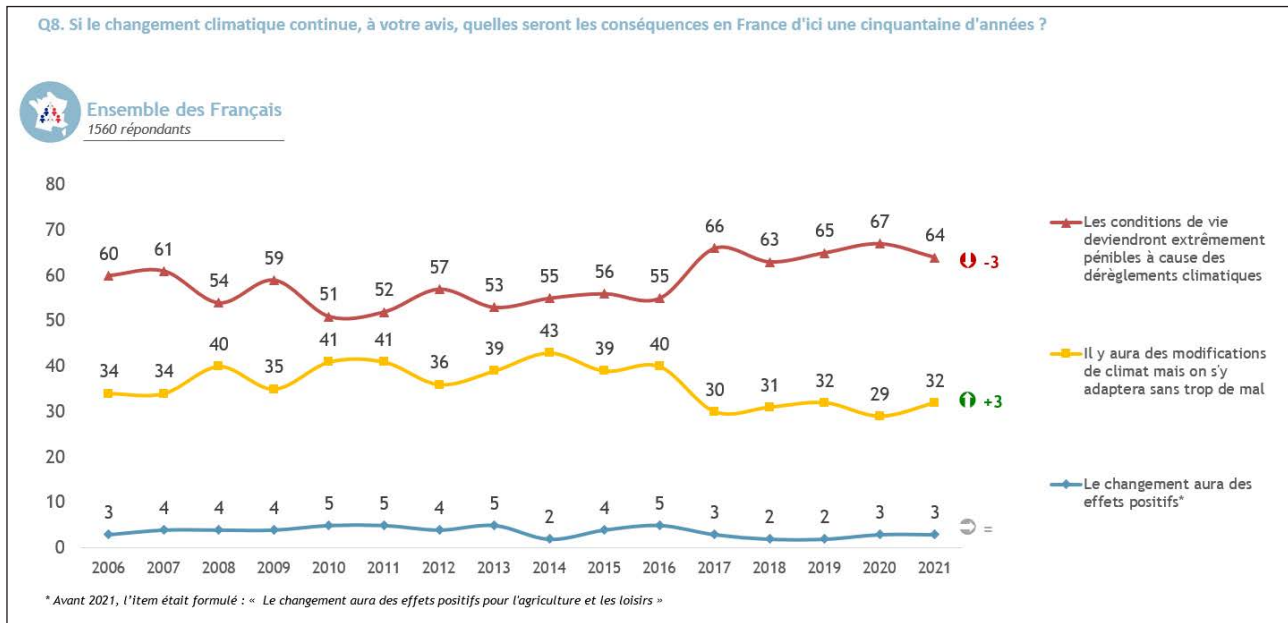


Figure 4 – Source : « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée par OpinionWay pour l'Ademe, 2021.

produire sans le changement climatique. Il n'y a pas si longtemps, les scientifiques interrogés dans les médias à la suite d'un événement climatique extrême (ouragan, sécheresse, inondation, feux de forêt, canicule, etc.) refusaient de se prononcer sur une occurrence unique et renvoyait le journaliste et le grand public à une augmentation de la fréquence ou de l'intensité de ces phénomènes. Compte tenu des preuves accumulées, les climatologues n'hésitent plus aujourd'hui à franchir ce pas, permettant la conjonction nouvelle entre deux phénomènes nécessaires aux prises de conscience : le grand public constate la survenue de désordres climatiques tout à fait tangibles et inédits, et les scientifiques en désignent clairement la cause.

Une dernière échappatoire réside encore dans la relativisation des conséquences des changements climatiques au travers d'une minimisation des risques, mais aussi une surestimation de la facilité de l'adaptation. En effet, les extrêmes climatiques ne rendent le changement climatique crédible, préoccupant et nécessitant des politiques d'atténuation que si l'origine anthropique ainsi que sa dangerosité sont reconnues et correctement évaluées. Or, un tiers (32 % en 2021) des Français considère que l'on s'adaptera sans trop de mal aux modifications de climat, en France, d'ici cinquante ans. C'est particulièrement vrai pour les plus âgés (38 % chez les 65 à 74 ans et 50 % chez les plus de 75 ans), mais aussi, et c'est à souligner, pour les personnes en responsabilité, dont les élus locaux (52 % en 2019, contre 32 % pour la population générale), les dirigeants d'entreprise (48 % en 2018, contre 31 %) et les agriculteurs (51 % en 2017, contre 30 %). Inversement, d'autres catégories de la population sont moins nombreuses que la moyenne à considérer que l'adaptation sera facile : les jeunes de 15 à 30 ans (24 % en 2017, contre 30 %), les ultramarins (29 % en 2016, contre 40 %) et 25 % de ceux qui ont déjà subi des désordres climatiques sur leur lieu d'habitation contre 37 % de ceux qui n'ont pas connu ce type de désagrément en 2021.

Les répondants que l'on peut qualifier de climato-sceptiques⁷ restent significatifs en nombre, quoique minoritaires par rapport à une majorité de la population qui, elle, s'inquiète

Plusieurs caractéristiques socio-démographiques et aussi culturelles distinguent les climato-sceptiques du reste de la population. Ils sont en moyenne plus âgés, moins diplômés et se situent plus à droite de l'échiquier politique. L'importance des facteurs culturels et idéologiques, que l'on constate également dans d'autres pays comme les États-Unis⁸, indique que ces attitudes ne sont pas réductibles à un déni face à une situation angoissante. Il s'agirait plutôt de la résolution d'une dissonance cognitive par rapport à des représentations du monde peu compatibles avec la réalité du changement climatique : la foi dans le progrès technique, dans les sociétés libérales, dans l'économie de marché, etc. La contestation des causes et des conséquences du changement climatique est aussi la seule possibilité, moralement tenable, de refuser la nécessité ou le contenu des politiques climatiques d'atténuation⁹. Cette minorité significative reste à convaincre en adoptant ses propres valeurs et cadres de pensée : sécurité, souveraineté,

⁷ Typologie élaborée en croisant plusieurs questions et en considérant ceux qui nient la cause anthropique du réchauffement, qui se refusent à attribuer les désordres climatiques au réchauffement, tout en remettant en cause l'existence d'un consensus scientifique sur la question et en considérant que les scientifiques exagèrent les risques. Étude réalisée par Daniel Boy pour l'Ademe, « Représentations sociales du changement climatique », rapport d'analyse [2014-2021].

⁸ Pew Research Center, "Americans, Politics and Science Issues – Chapter 2: Climate Change and Energy Issues", 1^{er} juillet 2015, <https://www.pewresearch.org/science/2015/07/01/chapter-2-climate-change-and-energy-issues/>

⁹ POTTIER A. (2011), « Le climato-scepticisme. Réflexions sur la confusion des genres », *Futuribles*, n°380, décembre, pp. 27-40.

conservation des patrimoines, retour aux savoirs et pratiques d'antan, lutte contre les migrations climatiques, etc.

À l'opposé, la majorité des Français sont inquiets, et le sont de plus en plus depuis 2016. Ils considèrent à 64 % que les conditions de vie en France deviendront de plus en plus pénibles d'ici à cinquante ans, si le changement climatique continue. Leurs premières sources d'inquiétude résident dans l'augmentation des catastrophes naturelles et le réchauffement des températures en été – c'est-à-dire, justement, des extrêmes climatiques – ; deux craintes devançant les migrations de population, les conflits sociaux, politiques et géostratégiques et le développement de nouvelles maladies.

Pour couronner le tout, le pessimisme – ou la lucidité – est élevé, avec 65 % des répondants qui estiment que le réchauffement climatique ne sera pas limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle. On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions, un nouveau terme et une nouvelle pathologie mentale soient apparus dans le débat public jusqu'à faire les gros titres des magazines actuels, il s'agit de l'éco-anxiété ou la solastalgie. Cette situation interroge les réponses à apporter non seulement à la question climatique elle-même, mais aussi à ses impacts sur le bien-être psychique des populations, en particulier des jeunes, alors que 75 % d'entre eux

considèrent leur avenir comme effrayant et que 45 % souffrent d'éco-anxiété¹⁰.

Que sait-on de la perception des risques et de leurs effets sur les individus et les sociétés, et que peut-on en conclure au regard des enjeux actuels ?

Les sciences humaines et sociales ont montré que les perceptions individuelles et les représentations sociales diffèrent de l'évaluation scientifique des caractéristiques et de la gravité des risques. Les études en la matière trouvent d'ailleurs leur origine dans les désaccords entre experts et profanes sur les dangers des technologies, des risques naturels, des pratiques dangereuses, des addictions, etc. En effet, ces désaccords compliquent considérablement la mise en œuvre des projets et des politiques en rapport avec ces risques, qu'il s'agisse de les prendre ou de les réduire. Ainsi l'article pionnier du

¹⁰ HICKMAN C., MARKS E., PIHKALA P., CLAYTON S., LEWANDOWSKI E., MAYALL E., WRAY B., MELLOR C. & VAN SUSTEREN L. (2021), "Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey", *The Lancet*, vol. 5, Issue 12, e863-e873, December 01, [https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196\(21\)00278-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196(21)00278-3/fulltext)

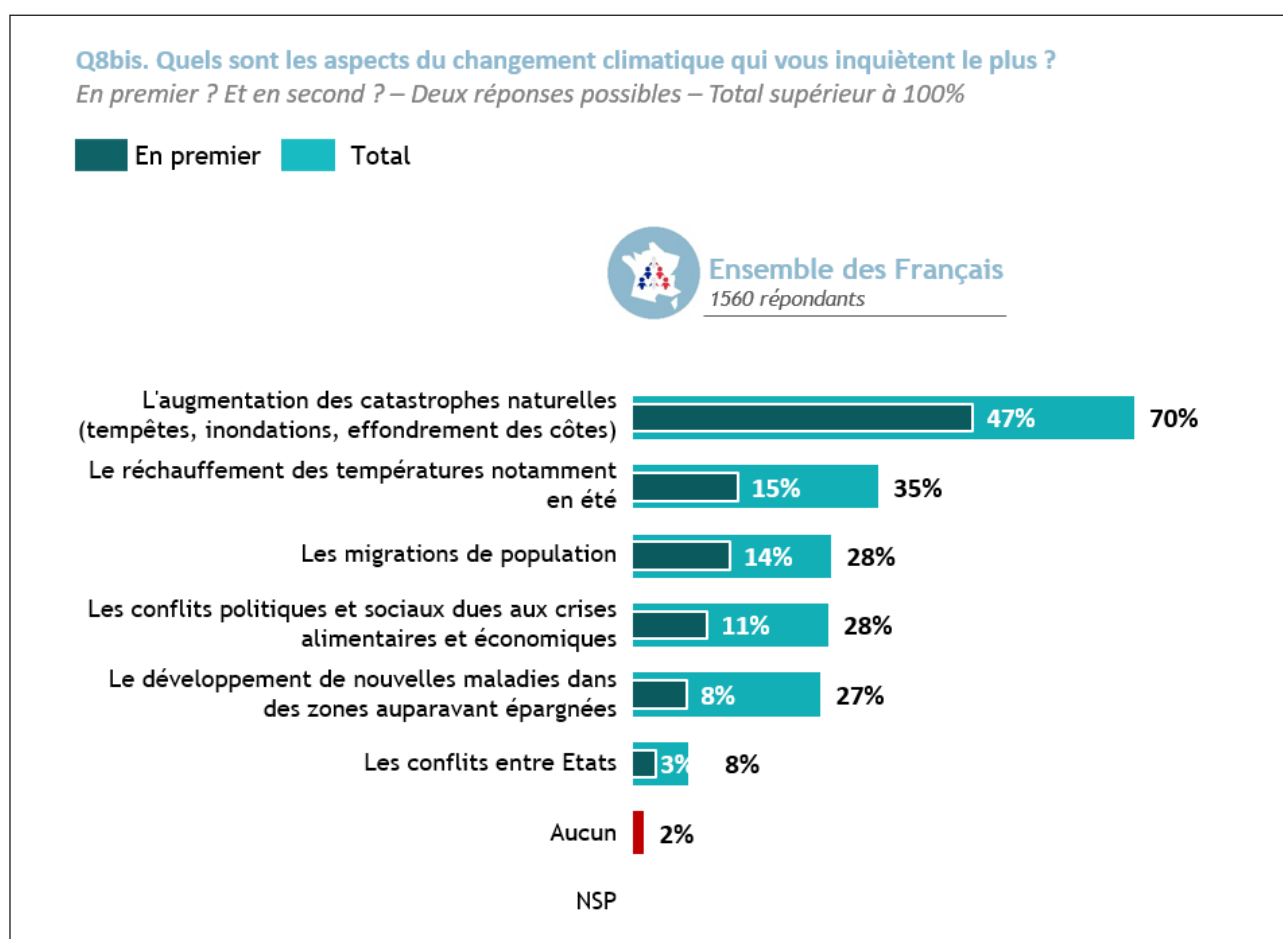


Figure 5 – Source : « Représentations sociales du changement climatique », étude réalisée par OpinionWay pour l'Ademe, 2021.

physicien Chauncey Starr, écrit en 1969¹¹, conclue-t-il que les individus acceptent des risques mille fois plus grands s'ils sont volontaires (conduire une voiture, par exemple) que s'ils sont subis (une catastrophe nucléaire). Cette irrationalité serait alors réductible en apportant des informations correctes et adéquates.

La tentation est toujours importante chez les scientifiques, dont les climatologues, de parier sur un surcroît d'informations exactes pour mobiliser les individus, les sociétés et les gouvernements. Pourtant, de nombreuses recherches ultérieures faites en sciences humaines et sociales ont démontré les limites de cette approche cognitive. Il ne s'agit pas ici de relativiser les faits scientifiques robustes par rapport à de « fausses » controverses¹² et autres opinions « de comptoir », mais bien de saisir les limites des connaissances pour transformer les réalités sociales. Croire et savoir sont deux choses distinctes. Jean-Pierre Dupuy avait bien montré, et avant lui Hans Jonas et Gunther Anders, que face à des problèmes environnementaux identifiés depuis longtemps, le problème n'est pas le savoir.

Croire et agir sont également deux choses distinctes. Même lorsque les attitudes sont conformes aux savoirs scientifiques, il existe un décalage important entre ces dernières et les comportements¹³. Autrement dit, on peut être conscient, parfaitement sensibilisé, et continuer pourtant à devoir vivre dans une passoire thermique, à prendre la voiture ou l'avion pour son travail ou ses loisirs, à faire des barbecues avec ses proches... Comment expliquer ces décalages cumulatifs entre savoir, croyance et action ?

Les premiers travaux psychométriques¹⁴ ont montré que les individus utilisent des heuristiques pour trier et simplifier l'information, ce qui entraîne des biais de jugement et de raisonnement. Par la suite, les recherches se sont concentrées sur le rôle des affects, de la personnalité de l'individu et de son état émotionnel¹⁵. Ces travaux en psychologie et en économie comportementale mettent en lumière plusieurs caractéristiques qui

rendent les risques liés aux extrêmes climatiques particulièrement problématiques. En effet, ces événements climatiques sont craints, car ils sont catastrophiques. Véritables épées de Damoclès, ils sont certains dans leur fréquence et leur intensité accrues, nous disent les climatologues, tout en étant inconnus au regard de leurs modalités exactes, temporelles et géographiques, de leur survenue. Ils sont à la fois inédits, tels que les tornades au Luxembourg, en Belgique ou en France¹⁶, tout en étant mémorables, à l'instar de la canicule de 2003.

À ces caractéristiques directement liées aux événements eux-mêmes, s'en ajoutent d'autres qui dépendent de la réponse qui est apportée pour en réduire les causes et/ou en limiter les conséquences. En effet, les extrêmes climatiques sont plus ou moins contrôlables en fonction des efforts d'atténuation et d'adaptation consentis. Ils sont également plus ou moins subis ou choisis en fonction des niveaux d'émissions de GES des uns et des autres. Ils sont donc particulièrement injustes, car les responsabilités sont inégales, tout comme le sont les capacités à y faire face et à s'y adapter. Plus encore, ils s'avèrent immoraux, si l'on considère les efforts des industries pétrolières¹⁷ pour les minimiser, ainsi que le décalage entre le luxe des plus gros émetteurs et la survie des plus faibles émetteurs. Enfin, la confiance dans celui ou ceux qui génère(nt) le risque ou celui ou ceux qui doi(ven)t le gérer ont des conséquences importantes sur la perception des risques. Or, la France se caractérise par un faible niveau de confiance envers les autorités publiques, en particulier aux échelles de gouvernance les plus élevées (échelles européenne et nationale *versus* locale)¹⁸.

Perceptions, attitudes et comportements ne sont pas séparables du contexte social

Les travaux en anthropologie et en sociologie ont ainsi montré que les perceptions du risque sont socialement construites par les institutions, les valeurs culturelles¹⁹. La communication sur les risques passe également par des intermédiaires (individus, groupes, médias, etc.) qui trie l'information, lui donnent un sens et amplifient ou,

¹¹ STARR C. (1969), "Social benefit versus technological risk", *Science* 165, 3899, 1232-8, doi: 10.1126/science.165.3899.1232.

¹² À cet égard, les outils de la sociologie des sciences qui se focalisent sur les controverses, et donc sur les énoncés et les incertitudes, tendent à faire le jeu des « marchands de doute » ou « des fabricants du mensonge », pour reprendre les termes de Naomie Oreskes, Éric Conway et Stéphane Foucart. Il est ici nécessaire de bien distinguer entre des controverses scientifiques fabriquées par des intérêts économiques hostiles à une régulation de leurs activités, et donc d'origine exogène au champ scientifique lui-même, et les controverses scientifiques endogènes, qui émergent effectivement de l'activité autonome de ce champ caractérisé par la validation par les pairs (BOURDIEU P. (2001), *Sciences de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.

¹³ GASPARD A. & MARTIN S. (2016), *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité. L'apport des sciences humaines et sociales pour comprendre et agir*, Angers, Ademe, coll. « Expertises », <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/changer-les-comportements.pdf>

¹⁴ KAHNEMAN D. & TVERSKY A. (1979), "Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk", *Econometrica*, vol. 47, n°2, mars, pp. 263-291.

¹⁵ SLOVIC P. (1987), "Perception of Risk", *Science* 236, pp. 280-285, <http://dx.doi.org/10.1126/science.3563507>

¹⁶ http://www.lessentiel.lu/fr/news/grande_region/story/une-tornade-a-sevi-tout-pres-du-luxembourg-15614100 ; https://www.francetvinfo.fr/meteo/tornade/tornade-au-luxembourg-quelques-blesses-et-des-degats-materiels_3572029.html ; <https://www.keraunos.org/actualites/faits-marquants/2021/tornade-saint-nicolas-de-bourgueil-19-juin-2021-indre-et-loire-centre-val-de-loire>

¹⁷ Déjà, en 2006, l'Académie royale des sciences britannique envoyait une lettre à Exxon pour leur demander d'arrêter de financer des *think tanks* climato-sceptiques (<https://www.theguardian.com/environment/2006/sep/20/oilandpetrol.business>). Des accusations corroborées par d'autres études ultérieures, voir : <https://www.ucsusa.org/resources/climate-deception-dossiers>

¹⁸ Étude réalisée par OpinionWay pour Sciences Po/Cevipof, « Baromètre de la confiance politique/Vague 12 », février 2021.

¹⁹ DOUGLAS M. & WILDAVSKY A. (1982), *Risque et culture*, Los Angeles, Presse de l'Université de Californie.

au contraire, atténuent les risques perçus²⁰. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne le changement climatique. On peut ainsi montrer en France, comme aux États-Unis²¹, que la préoccupation envers le changement climatique suit les mobilisations politiques et médiatiques sur ce sujet (prix Nobel de la paix décerné à Al-Gore et au GIEC en 2007, Conférence de Paris en 2015 ou, à l'inverse, « Climategate » de Copenhague en 2010).

Ces perceptions, socialement construites, ont des incidences sur les comportements, les pratiques et les politiques publiques, ce qui génère des impacts sociaux et économiques, qui, à leur tour, augmentent ou diminuent les risques. Il existe ainsi de multiples effets d'entraînement et de rétroaction entre perceptions, actions (ou non actions) individuelles et collectives, privées et publiques, et évolution du risque climatique lui-même. Dès lors, le risque est aussi d'individualiser les causes et les réponses à l'urgence climatique, de sur-responsabiliser les individus²², de se focaliser sur la santé mentale..., au lieu de traiter le problème de façon collective.

Comment faire alors que les extrêmes climatiques sont appelés à se multiplier et à s'intensifier ? La situation actuelle est problématique à plus d'un titre

Une première difficulté, qui vaut pour la conduite de la transition comme pour d'autres problématiques conjuguant risques et science – une pandémie, par exemple –, est celle qui renvoie à la société du risque décrite par Ulrich Beck²³, et à son pendant, une société de l'analyse du risque²⁴. La première fait face à des

controvertes quasi systématiques sur les risques collectifs énoncés au nom de vérités scientifiques, la seconde institutionnalise l'expertise portant sur ces risques afin de pouvoir décider sur la base de fondements rationnels. Jusqu'à quand sera-t-il possible de gouverner et de conduire la transition avec des institutions publiques bénéficiant du minimum nécessaire de légitimité, des vérités objectivées scientifiquement et une participation effective des parties prenantes dans des dispositifs de démocratie participative ?

Deuxième difficulté : les sciences comportementales et cognitives concluent à des effets psychologiques importants de l'exposition au risque dans l'enfance et à l'âge adulte²⁵. Conditions de vie précaires et stress majeurs accroissent la préférence pour le présent, réduisent le niveau de confiance sociale, augmentent la violence²⁶, en particulier envers les femmes²⁷, ainsi que l'appétence pour des dirigeants dominants, même s'ils semblent peu dignes de confiance. Or, la transition climatique implique de la coopération, de la participation, de la projection à long terme, de la solidarité, etc.

Troisième difficulté : le slogan « Faire un geste pour la planète » n'a jamais sonné aussi faux à l'heure où une action collective majeure est indispensable pour réduire les causes et les conséquences des nouveaux risques climatiques. La « planète » Terre survivra sans problème, les écosystèmes un peu moins, l'humanité devrait y arriver mais au prix de plus ou moins de pertes. En revanche, nos sociétés démocratiques, la paix sociale, la paix mondiale sont très clairement menacées. Le climat change et bascule dans des extrêmes. En sera-t-il de même pour nos sociétés ?

²⁰ KASPERSON R. E., RENN O., SLOVIC P., BROWN H. S., EMEL J., GOBLE R., KASPERSON J. X. & RATICK S. (2005), "The Social Amplification of Risk: A Conceptual Framework", in *Social Contours of Risk*, London, Routledge.

²¹ BRULLE R. J., CARMICHAEL J. & JENKINS C. (2012), "Shifting Public Opinion on Climate Change: An Empirical Assessment of Factors Influencing Concern over Climate Change in the U.S., 2002-2010", *Climatic Change*, vol. 114, n°2, september, pp. 169-188.

²² DUBUISSON-QUELLIER S. & MARTIN S. (2019), « Face à l'urgence climatique, méfions-nous de la sur-responsabilisation des individus », *The conversation*, <https://theconversation.com/face-a-lurgence-climatique-mefions-nous-de-la-sur-responsabilisation-des-individus-116481>

²³ BECK U. (1986), *Risk Society. Towards a New Modernity*, University of Munich, Germany.

²⁴ DEMORTAIN D. (2019), « Une société (de l'analyse) du risque ? », *Natures Sciences Sociétés* 2019/4, vol. 27, pp. 390-398, doi: 10.1051/nss/2020005, <https://www.cairn.info/revue-natures-societes-2019-4-page-390.htm>

²⁵ CHEVALLIER C., « 11. Vivre dans un environnement risqué : quels impacts pour la psychologie ? », dans SENIK Claudia (éd.), *Sociétés en danger. Menaces et peurs, perceptions et réactions*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2021, pp. 197-208 : <https://www.cairn.info/---page-197.htm>

²⁶ BLAKESLEE D., CHAUREY R., FISHMAN R., MALGHAN D. & MALIK S. (2021), "In the heat of the moment: Economic and non-economic drivers of the weather-crime relationship", *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 192, pp. 832-856, <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2021.11.003> ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0167268121004698>

²⁷ CASTAÑEDA CAMEY I., SABATER L., OWREN C. & BOYER A. E. (2021), *Gender-based violence and environment linkages: summary for policy makers*, WEN J. (ed.), Gland, Switzerland, IUCN, <https://portals.iucn.org/library/node/49850>